**DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE
ARRONDISSEMENT DE SARCELLES
CANTON DE DOMONT**

MAIRIE

D'ATTAINVILLE

COMPTE-RENDU DE CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal d'ATTAINVILLE s'est réuni le LUNDI 24 SEPTEMBRE 2007

Sous la présidence de Mr Georges MISSEREY MAIRE

Etaient présents :

*Monsieur LHERMITTE Yves, Monsieur COUSIN Daniel, Mme MAILLARD Colette, Mme LOZAIC Odette
Adjoints*

*Mr BASSET François, Mme MALBERT Annie, Mr VIARGUES Stéphane, Mr LEFEVRE Guy, Mme BUSNEL
Martine Conseillers Municipaux*

Etaient absents : Mr VIARGUES Stéphane, Mme DAUTEUIL Valérie, Mr FLECHE Ludovic

Secrétaire de séance : Mme LOZAIC Odette

*Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation d'ajouter à l'ordre du
jour, une délibération, à savoir :*

Autorisation de dépôt de permis de construire du centre de loisirs

Le Conseil Municipal accède à la demande de Monsieur le Maire.

TARIF CONCESSION COLOMBARIUM 2007/2008

DECIDE, à l'unanimité des présents, d'augmenter les tarifs des concessions cimetières
comme suit :

- 20 ans : 90 €
- 30 ans : 170 €

et **FIXE** les tarifs des concessions du columbarium à l'identique.

PARTICIPATION DES FAMILLES AU TRANSPORT SCOLAIRE

*Considérant que la commune d'Attainville reprend à sa charge l'organisation des transports
scolaires,*

*Considérant que le STIF prend en charge 65 % du coût du transport au lieu de 60 % les années
passées (délibération n°2007/0220 en date du 28 mars 2007).*

*Considérant que le Conseil Général a fixé pour l'année scolaire 2007/2008, la participation des
familles, à 40 € pour les élèves mineurs et 80 € pour les élèves majeurs,*

*Le Conseil Municipal, **FIXE**, à l'unanimité des présents, la participation des familles à*

- 40 € pour les élèves mineurs
- 80 € pour les élèves majeurs

NOTE que la recette sera imputée à l'article 7067 du budget de la commune.

BOURSE D'ETUDE COMMUNALE 2007/2008

*Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE**, à l'unanimité des présents, d'attribuer aux familles qui déposeront un dossier de demande de « bourse départementale » et qui ne dépasseront pas le plafond fixé par le Conseil Général, une bourse communale répartie comme suit :*

- Pour le secondaire : 100 €
- Pour le supérieur : 150 €
- Pour le technique : 160 €

SIAH – COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal prend acte du rapport annuel du service public de l'assainissement et donne tous pouvoirs au Maire pour l'exécution de la délibération.

UNION DES MAIRES RECOURS CONTENTIEUX CONTRE LE PEB

*Suite à l'arrêté inter préfectoral du 3 avril 2007, le Conseil Municipal **DENONCE** la fuite en avant consistant à adapter les contraintes telles que le plan d'exposition au bruit, aux besoins de l'aéroport, au mépris de l'environnement et de la vie des riverains ;*

***EMET** un avis défavorable au plan d'exposition au bruit proposé ;*

***DEMANDE** à l'Etat de respecter ses engagements de plafonnement des nuisances et d'imposer tous moyens pour cela, notamment la modification des procédures de décollage et d'atterrissage, et la réduction accélérée du nombre d'avions bruyants ;*

***DEMANDE**, conformément au principe de précaution, la prise en compte de la pollution atmosphérique et de ses conséquences sanitaires sur les populations exposées aux nuisances du trafic aérien ;*

***DEMANDE** la mise en révision du plan de gêne sonore pour étendre l'indemnisation légitime des habitants exposés aux nuisances aéroportuaires ;*

***DEMANDE** que les textes relatifs au plan d'exposition au bruit soient révisés pour faire en sorte que la nécessaire information du public et la nécessaire limitation de construction neuves pour réduire le nombre d'habitants exposés au bruit d'une part, ne s'accompagnent pas de l'impossibilité de maintenir en état satisfaisant les quartiers déjà exposés au bruit, d'autre part ;*

***REITERE** de manière expresse notre demande à l'Etat d'engager les démarches de création d'une troisième plate-forme aéroportuaire dans le grand bassin parisien, comme alternative à l'augmentation prévisible du trafic aérien généré par ce dernier, et véritable garantie d'un développement durable aéroportuaire, en précisant que cette démarche peut être logiquement menée dans le cadre de la révision en cours du schéma directeur d'aménagement de la région Ile de France (SDRIF).*

DEMANDE de la manière la plus expresse à l'Etat de s'engager dans la rédaction d'un contrat de maîtrise de Roissy CDG, dans une logique de développement durable, comprenant en particulier :
Un plafonnement définitif du trafic aérien
L'application d'un couvre feu
Et la création d'un troisième aéroport

DECIDE de **DEPOSER** un recours contentieux contre l'Arrêté inter préfectoral approuvant le PEB de Roissy CDG.

MANDATE à cet effet le cabinet UGGC représenté par Maître Bernard Lamorlette en association avec la SCP Jean Philippe CASTON Avocat aux conseils.

COMPOSITION DES REPRESENTANTS DE LA C.L.I.S.

Le mandat de trois ans des membres de la Commission Locale d'Information et de Surveillance auprès du centre de stockage de déchets de résidus urbains exploité par la Société Fayolle & Fils arrivant à expiration, il convient d'en désigner à nouveau.

Le Conseil Municipal **DESIGNE**, à l'unanimité des présents :

- Monsieur **MISSEREY** Georges
- Monsieur **LHERMITTE** Yves

AUTORISATION DE SIGNATURE ACHAT TERRAIN – PARCELLE ZA7

Les terrains situés à la zone II NA, pour réaliser la zone d'activités de la Croix Verte ont été zados le 7 décembre 1993.

Le prix de l'ensemble a été négocié et arrêté sur la somme de 434 000 €, avec l'accord des services des domaines.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents **AUTORISE** le maire à signer l'acte authentique de vente selon la transaction établie à 434 000 € (quatre cent trente quatre mille Euros).

C.I.G. DEMANDE D’AFFILIATION VOLONTAIRE DES COMMUNES DE BOBIGNY ET DE LA COURNEUVE

Après avoir pris connaissance de la demande d'affiliation volontaire émanant de Monsieur le Président du Syndicat Interdépartemental pour la gestion des parcs de sports de Bobigny et la Courneuve,

Le Conseil Municipal **AUTORISE**, à l'unanimité des présents, cette adhésion.

INSTALLATION D’UN RELAIS SFR

Prend connaissance d'un courrier émanant de la société STRATECOM International. Cette dernière, mandatée par SFR, a pour mission de rechercher des sites destinés à l'installation de stations de radiocommunications avec les téléphones portables.

Pour l'instant, le Conseil Municipal ne souhaite pas se prononcer et demande à ce qu'une étude sur d'éventuelles nuisances soit faite.

INSERTION PUBLICITAIRE BULLETIN MUNICIPAL - TARIFS 2007/2008

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE**, à l'unanimité des présents, de **FIXER** les tarifs des emplacements publicitaires 2007/2008 comme suit :

<i>FORMAT</i>	<i>PRIX NET</i>
<i>4^{ème} de couverture (275x190)</i>	<i>1155 €</i>
<i>2^{ème} ou 3^{ème} de couverture (275x190)</i>	<i>955 €</i>
<i>2^{ème} ou 3^{ème} de couverture (135x90)</i>	<i>850 €</i>
<i>Page intérieure :</i>	
<i>Plein page (275x190)</i>	<i>700 €</i>
<i>Demi-page (135x90)</i>	<i>465 €</i>
<i>Quart de page (135 x 90)</i>	<i>300 €</i>
<i>Huitième de page (65x90)</i>	<i>175 €</i>

**DECISION MODIFICATIVE
TRANSFERT DE CREDIT POUR RESERVE FONCIERE**

Afin de procéder à l'acquisition du terrain cadastré ZA 7, il convient de modifier le budget 2007 comme suit :

- Diminution de 100 000 € à l'article D2151-33*
- Diminution de 240 000 € à l'article D2153-33*
- Augmentation de 340 000 € à l'article D2111-37*

*Le Conseil Municipal **VOTE**, à l'unanimité des présents, les modifications ainsi énumérées.*

**AUTORISATION DE DEPOT DE
PERMIS DE CONSTRUIRE DU CENTRE DE LOISIRS**

*Après examen du dossier du projet de construction du nouveau centre de loisirs, le Conseil Municipal **AUTORISE**, à l'unanimité des présents, Monsieur le Maire à déposer le permis de construire s'y rapportant.*

Monsieur le Maire

***FAIT PART** au Conseil Municipal du courrier émanant d'un agent communal, Madame Geneviève Jaguin, qui souhaite disposer d'une mise à temps partiel (80 %) pour son congé parental et DIT qu'un arrêté municipal sera établi en ce sens.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 45